

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

AVENANT N° 37 DU 24 SEPTEMBRE 2008

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2008

NOR : *ASET0851217M*

IDCC : *135*

Entre :

L'UNICEM,

D'une part, et

La fédération céramique, carrières et matériaux CGT-FO ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT,

D'autre part,

dans le cadre de la convention collective nationale relative aux conditions de travail des ETAM des industries de carrières et matériaux de construction du 12 juillet 1955, et en application de l'annexe nationale de salaire du 25 juin 1957 et de l'accord national portant sur les salaires minimaux des ETAM du 23 janvier 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux mensuels garantis des ETAM correspondant à un horaire de 35 heures par semaine (151,67 heures par mois) ou de 35 heures en moyenne sur l'année ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
I	130	1 322
	140	1 330
	150	1 336
II	160	1 344
	170	1 367
	185	1 388
	200	1 455
III	220	1 548
	240	1 643
	260	1 751
	280	1 854
IV	300	1 962
	320	2 081
	340	2 204

Article 2

Les salaires minimaux garantis déterminés à l'article 1^{er} comprennent l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.

Ils englobent en outre les avantages en nature, les primes et autres avantages à caractère permanent, à l'exclusion des indemnités pour remboursement de frais, des primes d'ancienneté et d'assiduité, les libéralités à caractère aléatoire, et des véritables primes de productivité, telles qu'elles sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes.

Article 3

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 1^{er} du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux mensuels garantis fixés à l'article 1^{er}.

Article 4

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} novembre 2008.

Article 5

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective du 12 juillet 1955.

Article 6

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 24 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)